



Publication externe de poste vacant

50374850

Job Posting Title

Spécialiste des droits de l'homme

Date de début

16.03.2018

End Date

17.04.2018

Code de référence

HREHCSS04

Désignation de la fonction

Human Rights Expert - Hybrid Court for South Sudan

Organization

Créée en tant qu'organisation continentale panafricaine unique en son genre, l'Union africaine est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les États africains, ainsi que par l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. Le Siège de l'Union africaine est établi à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie.

Lors de sa 547^{ème} session, le Conseil de paix et de sécurité de l'UA s'est réuni au niveau des chefs d'État et de gouvernement à New York le 26 septembre 2015 pour prendre une décision sur les questions liées à la responsabilité concernant les violations graves des droits de l'homme et d'autres actes graves qui ont été commis dans le cadre du conflit interne qui déchire le Soudan du Sud depuis le 15 décembre 2013. Le Conseil a approuvé la création par la Commission de l'Union africaine d'un tribunal hybride indépendant appelé Cour hybride pour le Soudan du Sud (HCSS) contrôlé et dirigé par les Africains pour répondre aux besoins de justice et de responsabilité du Soudan du Sud engendrés par les violations graves des droits de l'homme et d'autres exactions graves.

Dans l'ensemble, le projet sera coordonné par le Bureau du Conseiller juridique conformément au mandat que lui a confié le président de la Commission de l'UA. En conséquence, le Bureau du Conseiller juridique sera le centre de coordination pour la mise en œuvre globale du projet. Le spécialiste des droits de l'homme sera basé à Addis-Abeba (Éthiopie), au siège de la Commission de l'UA. Cependant, le titulaire est susceptible de voyager souvent pour des missions sur le terrain.

Service

POSTE :

Intitulé du poste : Spécialiste des droits de l'homme
Grade : P2
Supérieur hiérarchique : Coordinateur de projet
Lieu d'affectation : Addis-Abeba (Éthiopie)
Nombre de postes : 1

Tâches

PRINCIPALES FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Sous la supervision générale du coordinateur de projet, le spécialiste des droits de l'homme assumera les tâches suivantes :

- Élaborer et mettre en œuvre des stratégies et actions de suivi des droits de l'homme en vue de la réalisation des objectifs du projet en s'appuyant sur les dispositions du document de projet ;
- Analyser et surveiller la situation des droits de l'homme au Soudan du Sud et préparer une séance d'information mensuelle à l'intention du coordinateur de projet ;
- Veiller à ce que la mise en œuvre du projet de la HCSS adopte une démarche axée sur les droits de l'homme, s'intéresse en particulier aux questions transversales de genre, des droits de l'enfant et des droits d'autres groupes vulnérables ;
- Élaborer des rapports d'activité de projet et d'autres documents de projet connexes ;
- Participer à la coordination collective des activités de l'équipe de projet en assurant la préparation et l'approbation des plans de travail détaillés, des budgets et des échéances ; Établir des priorités ; Assurer le suivi des progrès et effectuer un contrôle qualité, y compris l'approbation des matériels conformément aux lignes directrices pertinentes et le respect des normes ; Établir des systèmes pour garantir un soutien mutuel et assurer la responsabilité ;
- Rédiger différents types de rapport et de correspondance portant sur les droits de l'homme ;
- Communiquer régulièrement avec les organes nationaux des droits de l'homme, les OSC et d'autres partenaires pour échanger des informations sur la situation des droits de l'homme dans le pays ; et
- S'acquitter de tout autre tâche, selon les besoins.

Exigences

1. QUALIFICATIONS ACADÉMIQUES ET EXPÉRIENCE REQUISES

Le candidat doit être titulaire d'une Licence universitaire en droit, droit international relatif aux droits de l'homme, sciences politiques, développement international ou dans un domaine connexe, avec 3-4 ans d'expérience sur les questions des droits de l'homme et de la justice pénale internationale. Des connaissances spécifiques et une expérience du conflit au Soudan du Sud et des situations d'urgence et de post-conflit, avec une expérience préalable de la situation au Soudan du Sud sont hautement préférables.

2. AUTRES APTITUDES PERTINENTES

- Une solide connaissance des cadres régionaux, continentaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme ; une expérience de la démarche axée sur les droits de l'homme est préférable ;
- Un niveau élevé de compétence en communication et en négociation ainsi qu'une capacité à établir des partenariats avec des partenaires et des parties prenantes clés.
- De solides compétences en matière d'élaboration de documents juridiques complexes, y compris des avis juridiques confidentiels et des protocoles d'accord, ainsi qu'une aptitude avérée dans la conduite de négociation relative à des projets et programmes complexes ;
- Capacité à traiter des questions sensibles dans le cadre d'un environnement multiculturel et à établir des relations professionnelles avec les collègues ;

- D'excellentes compétences en communication écrite et verbale en anglais ;
 - Capacité à se servir des applications Microsoft Office standard.
3. CONNAISSANCES DES LANGUES

La maîtrise de l'anglais est requise. Une connaissance pratique de l'une des autres langues de l'Union africaine (français, arabe ou portugais) serait un atout.

4. DURÉE DU CONTRAT

L'engagement à ce poste se fait sur la base d'un contrat à durée déterminée pour une période d'1 an, dont les 3 premiers mois seront considérés comme une période probatoire. Par la suite, le contrat est renouvelable pour une période similaire d'un an, sous réserve de résultats satisfaisants et de la disponibilité des fonds.

5. ÉGALITÉ DES CHANCES

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui donne l'égalité de chances aux hommes et aux femmes, et les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

6. RÉMUNÉRATION

Le salaire correspondant à cette fonction est une somme forfaitaire mensuelle de 7 101,01 \$ EU (P2 Échelon 5) toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires internationaux de la Commission de l'Union africaine et de 5 562,65 \$ EU toutes indemnités incluses, conformément aux règlements régissant les fonctionnaires locaux de la Commission.

7. COMMENT SOUMETTRE SA CANDIDATURE

Les dossiers de candidature, qui doivent parvenir à la Commission au plus tard le 17 Avril 2018, sont à envoyer à l'adresse du Site de recrutement en ligne de la Commission de l'UA <http://www.aucareers.org>

Les candidatures déposées font l'objet d'une présélection automatisée selon les critères d'évaluation publiés de l'Avis de vacance de poste et sur la base des informations fournies par les candidats. Concernant les exigences de l'Avis de vacance de poste, les candidats doivent fournir des informations complètes et exactes relatives à leurs qualifications, y compris leur formation, leur expérience professionnelle et leurs connaissances linguistiques. Chaque candidat doit garder à l'esprit que tout dépôt de candidatures incomplètes ou incorrectes peut les rendre irrecevables dans le cadre du poste vacant. Une présélection et une évaluation des candidatures seront effectuées en fonction des informations fournies. Une fois déposées, les candidatures ne peuvent pas être modifiées. Les personnes dont la candidature est retenue pour la sélection feront l'objet d'une procédure de vérification des références afin de s'assurer de l'exactitude des informations fournies dans la candidature.

Direction de l'Administration et de la Gestion des Ressources humaines
Commission de l'Union africaine
Addis-Abeba (Éthiopie)

Type de contrat

Court terme

Taux d'activité

Temps plein

Établissement

Headquarters